

Etats-Unis - La présidence Biden : Une tronquée tentative rooseveltienne de préserver l'hégémonie des ÉU et grosse de retour de l'inflation

samedi 5 juin 2021, par [BONHOMME Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mai 2021).

Les cent premiers jours de la présidence Biden donnent l'impression d'une résurrection de la présidence New Deal de Roosevelt des années 1930 ou tout au moins de celle de la Great Society de Johnson des années 1960. À cette différence près que cette tentative Biden se fait dans le contexte du déclin de l'hégémonie étasunienne et non de sa naissance à consolider au moment de la Deuxième guerre ou de son zénith à maintenir au moment de la guerre du Vietnam. S'il a fallu la victoire de la Deuxième guerre mondiale pour réaliser les buts sociaux du New Deal qui se sont prolongés dans les « trente glorieuses » (1945-1975), la politique *butter and cannon* des années 60 a abouti à la défaite vietnamienne et à sa suite néolibérale. Il semble maintenant que ce soient les défaites des agressions des ÉU au Moyen-Orient (Afghanistan et Irak) qui, par le moyen terme d'une gouvernance fascisante Trump, mènent à une tentative de *back to the futur* pour ne pas tomber dans l'abîme.

Sommaire

- [La gageure rooseveltienne \(...\)](#)
- [Droits syndicaux, démocratique](#)
- [Une réforme fiscale effaçant à](#)
- [Crise climatique : un sous-inv](#)
- [L'inflation qui apparaît \(...\)](#)
- [Une restructuration économique](#)
- [Le facteur chinois s'atténuant](#)
- [Mis en relief par la pandémie](#)
- [La nouvelle donne pandémique](#)
- [Est-ce que ce sera la lente](#)

Si la guerre victorieuse 1939-1945 avait conduit à la prospérité lors de la naissance de l'hégémonie étasunienne, celle perdante du Vietnam à son apogée l'avait plongé dans l'austérité néolibérale. Le maintien de l'économie de guerre permanente aux dépens des dividendes pour la paix, faux espoir de l'après-guerre froide terminée en 1989-1990, dénotait un « fardeau de l'homme blanc » sous la peau duquel était embusqué l'impérialisme barbare du capitalisme décadent du « court vingtième siècle ». Le petit (et moyen) blanc ne voulant plus payer le prix de ce coûteux impérialisme, il n'exige pas son démantèlement révolutionnaire qu'aucune force crédible ne porte. Cette force a été vaincue par l'alliance des frères ennemis, stalinisme et social-démocratie, sacrifiant chacun à sa façon la solidarité intrnationaliste. Guidée par la réaction de plus en plus fascisante, le petit blanc stigmatise

« les damnés de la terre » racisés des ÉU et du monde entier, femmes incluses. Est-ce le retour du monstre de l'accumulation primitive du capital à la fin du cycle capitaliste où on trouve une boîte de Schrödinger « barbarie ou socialisme » ? Un nouveau fascisme, qu'on croyait être une parenthèse de l'entre-deux-guerres, sort-il des soupiraux de l'histoire ?

La gageure rooseveltienne sans ses prémisses et contre un proto-fascisme qui dure

La tentative Biden de contrer cette lourde tendance peut-elle être un succès ? « FDR [Roosevelt] et LBJ [Johnson] ont tous deux agi en réponse à une énorme pression sociale. Le bouleversement ouvrier des années 1930 avec des vagues de grèves marquées par des piquets de grève massifs, des occupations d'usines et des affrontements avec la police et la garde nationale ont conduit FDR à agir. LBJ a agi sous la pression du mouvement des droits civiques noir avec ses boycotts, sit-ins, et des manifestations de masse. Aujourd'hui, Biden ne subit aucune pression de la part des mouvements sociaux... » (Dan La Botz, « Etats-Unis : Biden sera-t-il un autre Roosevelt ? », ESSF, 4/05/21).

Suffira-t-il comme substitut à la lutte sociale le clash contre la puissance montante de la Chine qui fait consensus entre Démocrates et Républicains depuis que la bourgeoisie étasunienne a compris que sa dominance technologique, fondement de sa puissance économique, était en jeu ? Cette prise de conscience se fait sur fond de défaite militaire au Moyen-Orient fragilisant sa maîtrise mondiale du pétrole ce qui ne menace peut-être pas sa nouvelle autosuffisance due au fracking mais affaiblit son emprise hégémonique. D'où d'ailleurs le soutien inconditionnel bipartisan à l'apartheid israélien, tête de pont étasunienne dans cette partie du monde. Sortant peut-être de la pandémie, dont sa gestion a été catastrophique, grâce à son égoïsme vaccinal en autant que le boomerang des variants préoccupants ne vienne pas tout bousiller, la présidence Biden « tente d'amener le Congrès à adopter une législation qui coûtera 6000 milliards de dollars » :

Jusqu'à présent, seul le plan de sauvetage de 1900 milliards de dollars pour faire face au covid a été adopté. Deux autres plans demeurent à adopter : le plan pour l'emploi de 2300 milliards de dollars et le plan de soutien aux familles de 1800 milliards de dollars. Avec un Sénat divisé entre 50 démocrates et 50 républicains, il sera difficile de les faire voter par le Congrès, en particulier avec des règles désuètes qui nécessitent généralement 60 voix pour adopter un projet de loi. (Dan La Botz)

Ces deux plans, s'ils sont adoptés, seraient-ils suffisants pour regagner l'hégémonie mondiale contre les vents et marées d'une droite idéologique et fascisante, certes en retrait tactique après sa défaite électorale non reconnue mais qui maintient son emprise sur sa base électorale et qui est en train de saboter à son avantage le système électoral ? Pour ce faire, la stratégie rooseveltienne des Démocrates se propose de maintenir à un haut niveau une économie de guerre permanente avec ses 800 bases militaires dans 177 pays tout en reconstruisant tant une infrastructure devenue délabrée qui soit dorénavant ajustée à la crise climatique et en bonifiant des programmes sociaux, aujourd'hui les moins redistributifs parmi les pays du vieil impérialisme, à un niveau suffisant pour maintenir la paix sociale. Celle-ci, sans être menacée par d'amples mobilisations comme la percée syndicale de 1930-1950 puis les mouvements d'émancipation noire et anti-guerre des années 1960-1975, n'en est pas moins fragilisée par des mouvements qu'ont connus les ÉU depuis 2011 tels Occupy Wall Street, grèves de l'enseignement, Black Lives Matter et la lutte pour le salaire minimum à 15\$ l'heure.

La branche réactionnaire de l'establishment étasunien fait sienne la même politique hégémoniste y compris la sécurisation des frontières contre « l'envahissement » immigrant envenimé par le

chamboulement du monde à commencer par l'approfondissement des crises sociales mexicaine et centroaméricaine. Cependant, elle ne partage pas les mêmes politiques de développement économique et sociale. Elle se concentre sur l'hypertrophie militaire-sécuritaire-énergétique et la technologie afférente abandonnant tout développement harmonieux prenant en compte les besoins populaires dans la tradition « guns and butter » particulièrement les services publics autres que l'éducation élitiste et technologique. Cette aile fascisante de la bourgeoisie sous-traite la gestion de la paix sociale à l'appareil répressif instrumentalisant le clivage raciste qu'elle porte à un paroxysme. Cette stratégie a l'avantage de concentrer les rares ressources à la manière de l'URSS stalinienne ou de l'Allemagne nazie mais tout en détruisant les fondations socio-économiques de l'ensemble de l'œuvre. Son succès repose sur l'accélération de la pesanteur de l'impérialisme, devenant plus violent au dehors comme au-dedans surtout envers ce qui n'est pas mâle WASP, comme nécessaire fuite en avant.

Droits syndicaux, démocratiques et immigrants : avancer pour mieux reculer

Est-ce à dire que la stratégie tous azimuts de la branche « liberal » possède plus de gages de succès ? Son précédent rooseveltien lui accorde le bénéfice du doute mais le déclin étasunien devenu très visible suggère d'y voir de plus près. « Dans le cadre du New Deal, une protection sociale importante a été mise en place, les banques d'affaires ont été séparées des banques de dépôts, les salaires ont été augmentés. Le taux d'imposition des revenus les plus élevés a atteint 91 % en 1941 et est ensuite resté à 80% pendant plusieurs décennies. » (Éric Toussaint et Roberto González Amador, La réponse économique à la crise profite aux grandes entreprises, La Jornada par CADTM, 25/05/21)

La hausse du salaire minimum fédéral à 15\$ l'heure, sauf pour un maigre 390 000 personnes liées à des contrats fédéraux, a été abandonnée sans combat (Noam Scheiber, Biden Orders \$15 Minimum Wage for Federal Contractors, *New York Times*, 27/04/21) tout comme la législation concernant l'amélioration des droits syndicaux (Alyssa Fowers, Biden talks like the most pro-union president since the New Deal, *Washington Post*, 30/04/21) malgré des appels pathétiques mais sans volonté jusqu'ici de contrer pour ce faire la procédure antidémocratique du « filibuster » du Sénat exigeant 60 votes sur 100 pour toute législation non-financière. Peut-être la présidence Biden attend-t-elle des jours meilleurs par suite de l'élection de novembre 2022 renouvelant la Chambre des représentants et surtout le tiers du Sénat.

Pendant que les législatures républicaines de plusieurs états s'en donnent à cœur joie pour restreindre les droits de vote, « l'adoption du For the People Act, une législation qui constituerait les protections les plus radicales du droit de vote depuis une génération [garantissant] un enregistrement automatique le jour même, limit[ant] le gerrymandering et exige[ant] une nouvelle transparence dans les dons politiques semble frapper un mur » (Sam Levine, The Democrat standing in the way of his party's efforts to protect voting rights, *The Guardian*, 27/05/21) se heurtant à une opposition au sein même des Démocrates.

Côté immigration, la présidence Biden a bien mis fin aux pratiques les plus odieuses de l'ère Trump comme la séparation des enfants de leurs familles, le refoulement au Mexique et la construction du mur quoique les expropriations continuent. N'en reste pas moins que l'ouverture des frontières demeure restreinte :

En avril, M. Biden a stupéfié ses partisans en annonçant son intention de n'autoriser que 15 000 réfugiés aux États-Unis en 2021. Le plafond annuel de réfugiés avait été fixé par M. Trump l'année précédente et était un creux historique. M. Biden a rapidement inversé le cap à la suite d'une

réaction violente et a porté le nombre à 62 500 réfugiés [...] Environ 110 000 réfugiés ont été admis aux États-Unis l'année dernière du dernier mandat présidentiel de Barack Obama. [...] Plus de 178 000 personnes ont été arrêtées en franchissant la frontière en avril, le plus grand nombre jamais enregistré en un seul mois. [...] La politique pro-immigration de M. Biden - qui augmenterait considérablement l'immigration légale à la fois basée sur la famille et sur l'emploi - fait face à une opposition farouche au Congrès, parmi les républicains et certains démocrates modérés. (BBC, What is Biden doing differently at US border ?, 14/05/21)

Pour ce qui est de l'amélioration des droits civils des personnes noires, si quelques villes et états ont à la marge mieux réglementé la police, « [l]e Sénat n'a adopté aucun projet de loi sur la police. » Quant à la réalité sociale, « [o]n ne sait toujours pas combien de choses ont changé et quelle part de la réponse des entreprises a été les relations publiques. [...] La plupart des Américains disent avoir une grande confiance dans l'application de la loi - encore plus qu'en juin dernier. [...] Il est clair que les crimes violents ont augmenté au cours de l'année écoulée. [...] Jusqu'à présent, les changements ne semblent pas avoir affecté le nombre de meurtres par la police. » (David Leonhardt and Ian Prasad Philbrick, *One Year Later, The Morning - New York Times*, 25/05/21) Après tout, « [l]es ventes d'armes à feu sont à un niveau record en Amérique, les crimes violents ont augmenté et les fusillades de masse sont courantes » (*The Economist Espresso*, 11/05/21).

Une réforme fiscale effaçant à peine la contre-réforme Trump et annonçant une forte dette

L'affaiblissement militaro-économique des ÉU pas plus que le traumatisme Trump n'ont encore affecté la puissance du dollar comme monnaie mondiale ou si peu. Les réserves de change en monnaie étasunienne composent environ 60% du total mondial plus que dans les années 1980-1990 (Wikipedia, Reserve Currency) étant donné la fragilité politique de la zone euro, le moindre poids de l'économie japonaise et le contrôle des changes appliqué au yuan chinois. Ce qui permet au gouvernement des ÉU, surtout depuis la crise de 2008, de faire grimper son niveau relatif d'endettement public tout en maintenant un bas taux d'intérêt. En 2021, la dette publique atteint presque le niveau record depuis la Deuxième guerre mondiale. Le Congressional Budget Office prévoit son doublement relatif d'ici 2050 (CBO, *The 2021 Long-Term Budget Outlook*, 4/03/21). La présidence Biden compte manifestement plus sur l'endettement pour financer ses programmes de relance que sur la fiscalité.

Les progressistes ont beaucoup loué les augmentations d'impôt sur les profits, les gains de capitaux et les revenus élevés liées aux deux derniers des trois programmes de dépenses non encore présentés au congrès (Glenn Thrush, *Here is a guide to Biden's three big spending plans — worth about \$6 trillion, New York Times*, 28/04/21). Il n'en reste pas moins qu'ensemble elles ne font qu'à peine effacer la contre-réforme fiscale de 2017 par la présidence Trump (David Leonhardt, *The Morning, New York Times*, 4/05/21) sans toutefois restaurer le taux d'imposition sur les profits remontant de 21 à 28% mais non à 35% (Wikipedia, Economic policy of the Joe Biden administration). Faut-il se surprendre qu'il faille compter 15 ans de rentrées fiscales pour payer des dépenses d'infrastructures s'étalant sur 8 ans. De commenter la chronique du NYT, « [s]i toutes les augmentations fiscales proposées par Biden étaient adoptées - sur l'impôt sur les entreprises, ainsi que sur les impôts sur les investissements et les impôts sur le revenu des hauts revenus - le taux d'imposition fédéral total des riches resterait nettement inférieur à ce qu'il était dans les années 1940, 1950 et 1960. Il resterait également légèrement inférieur à celui du milieu des années 1990. »

Et encore, l'application de cette réforme fiscale plus modeste qu'elle en a l'air dépend non seulement du congrès mais aussi de l'impôt minimum universel et la taxation unitaire des firmes

transnationales que la présidence Biden appelle pour empêcher la fuite des capitaux hors ÉU (Arnaud Zacharie, Taxation des multinationales : le diable est dans les détails, CADTM, 7/05/21). Or voici que la présidence Biden recule sur ce taux d'impôt minimum, pour donner satisfaction à ses alliés européens à embrigader contre la Chine et la Russie, jusqu'au point de le rendre pratiquement sans effet à la satisfaction des grandes transnationales (Romaric Godin, L'inquiétant recul de Joe Biden sur la fiscalité internationale, Médiapart par *Presse-toi-à-gauche*, 25/05/21). Après tout « Joe Biden a reçu 4 fois plus d'argent de Wall Street que Donald Trump » (Agence France-Presse, La Presse, 28/10/20).

Crise climatique : un sous-investissement mal dirigé à la remorque du grand capital

Le compte n'y est certainement pas pour s'attaquer conséquemment à la crise climatique ce que vient de mettre en relief le fait que « [l']administration Biden est critiquée pour son soutien à un projet de forage pétrolier de l'ère Trump en Alaska. » (*The Guardian First Think*, 28/05/21) :

L'engagement du président Biden pour le Jour de la Terre de réduire les émissions de carbone de 50 à 52% d'ici 2030 est une promesse qu'il ne peut pas tenir. [...] La fiche d'information de 12 000 mots de la Maison Blanche sur le Plan américain pour l'emploi mentionne à peine le climat. Le plan est présenté comme un programme d'emplois par le biais d'un programme d'infrastructure dont seule une fraction a un impact sur les émissions de carbone. [...] Une grande partie du budget d'investissement du plan Biden est destinée aux améliorations nécessaires des infrastructures physiques qui n'affectent pas directement les émissions de carbone, telles que les routes, ponts et égouts et aqueducs. [...]

À 2.3 billions de dollars sur 8 ans, les dépenses du plan Biden ne représentent qu'une petite fraction de ce que le mouvement pour le climat et les Green New Dealers ont projeté comme nécessaire pour faire face à l'urgence climatique. [...] En comparaison, le programme THRIVE (Transformer, guérir et renouveler en investissant dans une économie dynamique) poussé par le Green New Deal Network de 15 organisations progressistes nationales demande 10 000 milliards de dollars sur 10 ans. Bernie Sanders a proposé 16.3 billions de dollars sur 10 ans dans le cadre du Green New Deal de sa campagne. Le budget du Green New Deal écosocialiste pour lequel j'ai fait campagne en tant que candidat du Parti vert était de 41.7 billions de dollars sur 10 ans. [...]

Le plan de Biden met en vedette le bien-être des entreprises : des subventions et des incitations fiscales pour une énergie propre qui auront un effet incertain à un rythme tranquille pour ne pas perturber les marchés. Ce plan ne fait rien pour arrêter la fracturation pétrolière et gazière et les pipelines tout comme les centrales électriques au gaz, ou pour fermer les centrales électriques au charbon. [...] Outre le faible niveau d'investissement du plan de Biden, celui-ci s'appuie sur les oligarques milliardaires et leurs sociétés à but lucratif pour prendre la plupart des décisions sur où et quoi construire pour une économie à énergie propre. [...]

La vidéo préliminaire de Greta Thunberg face aux objectifs qui devaient être annoncés par Biden et les 40 autres dirigeants mondiaux lors de son Sommet sur le climat du Jour de la Terre a vu juste au sujet de cette mise en scène. « Nous pouvons continuer à tricher pour prétendre que ces objectifs correspondent à ce qui est nécessaire, mais si nous pouvons tromper les autres, et même nous-mêmes, nous ne pouvons pas tromper la nature et la physique... Dénonçons leurs conneries [bullshit]. » [...] Bill Gates a bénéficié d'une plate-forme lors du Sommet sur le climat du Jour de la Terre pour promouvoir « le pouvoir des marchés » et le soutien du gouvernement aux « technologies de rupture » dans lesquelles, comme par hasard, il investit. Sa société TerraPower est dans le

secteur nucléaire « avancé ». Il soutient les entreprises de captage du carbone par le biais de son fonds de capital-risque Breakthrough Energy, dont les partenaires sont une brochette mondiale de milliardaires...

Howie Hawkins [candidat du Green Party à la présidence des ÉU en 2020], Biden's Climate Pledge Is a Promise He Cannot Keep, Solidarity, 4/05/21

L'inflation qui apparaît sur fond de création monétaire boostée ne sera-t-elle que temporaire ?

La sortie de secours pour résoudre la quadrature du cercle d'un back to the futur rooseveltien versus un hégémonisme déclinant sur fond de crise climatique en misant à fond sur la puissance du dollar risque de déboucher sur une inflation cette fois-ci du panier de consommation et non du capital fictif (les bourses et tutti quanti). La reflation Biden à coups d'importants déficits financés essentiellement par la Banque centrale (la Fed), tout comme une politique semblable en Chine et ailleurs dont le Canada, mise sur le fait que l'exutoire de trop plein monétaire demeure le cas échéant la bulle du capital fictif et non pas l'économie réelle qu'elle prétend entraîner vers un plein emploi sans inflation.

Jusqu'à maintenant, la création monétaire spécialement très laxiste depuis la grande récession de 2008 par le moyen du quantitative easing, la planche à billets de l'ère de la monnaie électronique, gonflait l'épargne du 10%, surtout du 1%, qui le dépensait peu. Ce type d'épargne causait l'inflation bien connue du capital fictif — l'indice Standard and Poor 500 grimpe à une vitesse vertigineuse depuis l'été 2020 crevant tous les records — qui décroche comme jamais des performances de l'économie réelle ce qui annonce tôt ou tard le grand dégonflement à vitesse réduite ou accélérée. Le grand tournant déficitaire Obama-Trump de la grande récession 2008-2009 et celui Trump-Biden de la récession pandémique ont d'abord eu comme but de sauver le capital fictif. Le soutien de l'économie réelle à qui on refile ultimement la facture, sauf au 1% de la finance, n'en était qu'un nécessaire corollaire quoique la préservation de la paix sociale a son prix.

Ce bris du lien entre création monétaire et inflation du panier de consommation a amené « [l]es adeptes du courant de pensée post-keynésien, s'intitulant Modern Monetary Theory (théorie monétaire moderne), [à] recommande[r] de ne pas stopper les dépenses publiques tant que chaque individu en âge de travailler n'a pas reçu un emploi. D'autres économistes recommandent la libération de la dépense publique par l'effacement des dettes publiques à l'actif des banques centrales, ce qui revient à une monétisation irréversible des déficits. » (Radu Vranceanu et Marc Guyot, Pourquoi la perspective d'une inflation incontrôlée n'est plus à exclure, *The Conversation*, 1/03/21)

Cette fois-ci, une bonne part de cette création monétaire directement étatique ira au 90% qui la dépensera en majorité. Cette dépense s'ajoutera à l'épargne pandémique due aux programmes du soutien du revenu laquelle épargne se transformera aussi en achats. En avril, l'inflation mensuelle étasunienne calculée mois sur mois et, non sur une base annuelle pour éviter la comparaison avec le début déflationniste de la pandémie, a été la plus importante depuis les années 1980. (L'inflation canadienne est à la hausse mais moins à cause de l'appréciation du dollar canadien de près de 20% par rapport au dollar étasunien depuis le début de la pandémie.)

Les importants programmes pandémiques de soutien au revenu, soit directement soit par l'intermédiaire du soutien à la masse salariale des entreprises, de même que le soutien aux entreprises pour leurs dépenses non salariales ont causé une importante hausse de l'épargne des

uns et des autres. Aux ÉU, l'épargne brute privée du premier trimestre 2020 au premier trimestre 2021 a crû de 4.9 à 7.9 billions \$ soit de plus de 60% (FRED Economic Data, Gross Private Saving). Le déversement d'une grande partie de ces épargnes sur les marchés fera-t-il de cette inflation un phénomène passager comme le pense le président de la banque centrale des ÉU ? En prenant en compte que la pandémie n'a pas dit son dernier mot, ce passage pourra être long et chaotique : contenue en Asie du Pacifique, mais des relapses pointent à l'horizon, et en régression en Amérique du Nord et en Europe par la vertu de l'égoïsme vaccinal, la pandémie fait des ravages en Asie du Sud et en Amérique centrale et méridionale.

Le boom crée deux types de goulots d'étranglement. Le premier concerne les chaînes d'approvisionnement. Il y a des pénuries de tout, du bois aux semi-conducteurs. Le coût d'expédition des marchandises de Chine vers l'Amérique a triplé. Les entreprises n'ont pas signalé de retards aussi importants par les fournisseurs depuis des décennies. Au cours de l'année écoulée, de nombreuses entreprises ont réduit leurs investissements dans la logistique. Les confinements ont laissé certains porte-conteneurs bloqués. Les entreprises essaient de passer de 0 à 60 et ça se voit. Le deuxième type de goulot d'étranglement se situe sur les marchés du travail. En avril, l'Amérique n'a créé que 266 000 emplois, beaucoup moins que le million ou plus qui était prévu. Pourtant, les postes vacants sont à des niveaux records et les entreprises ont donc du mal à pourvoir des postes. (The Economist, The coming global economic boom could have a sting in the tail, 15/05/21)

Une restructuration économique révélant l'existence d'une profonde monopolisation mondiale

Le début de boom postpandémique laisse voir une restructuration économique annonçant une combinaison de pénuries et de redondances en fonction de la rentabilité différenciée entre les secteurs durant la pandémie. Cette restructuration induit une inégale recrudescence des dépenses de capital qui laisse prévoir un retour à une normale anormale dans le sens non d'une atténuation de l'accumulation du capital mais d'un re-balancement de celle-ci. « La grande question est de savoir si le boom émergent des dépenses en capital augure un changement large et durable par rapport à la faiblesse des années 2010, ou s'il s'agit simplement d'une réponse enthousiaste mais temporaire à la réouverture » :

Les entreprises commencent à investir énormément. En Amérique, les dépenses en capital des entreprises augmentent à un taux annuel de 15%, à la fois pour les biens matériels (machines et usines) et pour les actifs incorporels (logiciels). [...] Pour l'instant, la reprise des investissements est concentrée dans quelques industries. Nous constatons que les entreprises technologiques mondiales devraient augmenter leurs investissements de 42% cette année, par rapport à 2019. [...] Les entreprises technologiques sont dépensières en partie parce que la pandémie a créé de nouvelles demandes. Plus d'achats s'effectuent en ligne. Le travail à distance est en hausse. De nouveaux équipements et logiciels sont nécessaires pour que cela fonctionne correctement. [...] Des entreprises comme Target et Walmart, deux détaillants, essaient de suivre le rythme des géants en ligne qui grugent leur marché. [...] D'autres détaillants dépensent frénétiquement pour augmenter leur capacité, après avoir été surpris par la flambée des dépenses des ménages. [...]

Toutes les entreprises n'augmentent pas leurs investissements [...] Les sociétés pétrolières et gazières mondiales réduisent d'un dixième par rapport aux niveaux d'avant la pandémie, peut-être en réponse à une demande plus faible en fonction de la baisse prévue à cause du réchauffement de la planète. Les compagnies aériennes et les exploitants de navires de croisière réduisent également leurs dépenses, peut-être dans l'espoir qu'il faudra du temps avant que les gens puissent à nouveau voyager sans entrave. De nombreux dirigeants, par exemple des entreprises de matières premières

ou de produits industriels, continuent de prêcher la discipline du capital. [...] Les recherches du FMI suggèrent que les entreprises puissantes sur le marché peuvent être moins enclines à investir. (*The Economist*, An investment bonanza is coming, 25/05/21)

La production de semi-conducteurs est un goulot d'étranglement particulièrement prononcé causé par la restructuration en cours qui ne fait qu'accélérer des tendances déjà présentes : « Les pénuries de semi-conducteurs frappent les constructeurs automobiles et les géants de la technologie, sonnant l'alarme de Washington à Bruxelles en passant par Pékin. La crise a soulevé une question fondamentale pour les décideurs politiques, les clients et les investisseurs : pourquoi ne pouvons-nous pas simplement fabriquer plus de semiconducteurs ? » (Bloomberg) L'impact se répercute sur le prix des véhicules routiers à la hausse. Deux entreprises, l'une taïwanaise et l'autre sud-coréenne, contrôlent 83% du marché mondiale des microprocesseurs les plus avancés accaparant de superprofits aux dépens des producteurs secondaires qui ne veulent pas prendre le risque d'investissements pharaoniques. Ce super-oligopole envenime les tensions géostratégiques entre les EU et la Chine eu regard à Taïwan. « Taïwan abrite à peine 0,3% de la population mondiale, mais plus de la moitié de la fabrication mondiale de semi-conducteurs. » (*The Economist Espresso*, 28/05/21) :

Récemment, TSMC et Samsung, les principaux producteurs de puces, ont dépensé des milliards de dollars pour accélérer un nouveau processus de fabrication de puces de 5 nanomètres très complexe afin d'alimenter les derniers produits de pointe. Mais les analystes disent que, plus largement, le secteur a souffert d'un sous-investissement. « La plupart des fonderies de second rang ont affiché de maigres bénéfices, de faibles marges et un taux d'endettement élevé au cours des dernières années », indique un rapport récent de Counterpoint Research. « Du point de vue de la rentabilité, il est difficile d'envisager la construction d'une nouvelle [usine de fabrication] pour les petites fonderies ». Et nombre de ces producteurs de puces vont plutôt répondre à la demande supplémentaire en augmentant leurs prix. [...]

Il y a aussi des implications géopolitiques. Les États-Unis sont toujours en tête en termes de développement de la conception des composants. Mais Taïwan et la Corée du Sud dominent l'industrie de la fabrication des puces. Et Rory Green, économiste de TM Lombard, estime que les deux nations asiatiques représentent 83 % de la production mondiale de puces de processeur et 70 % des puces de mémoire. « Comme l'OPEP l'a fait pour le pétrole, Taïwan et la Corée du Sud sont des producteurs de puces en situation de monopole », a-t-il écrit, ajoutant que leur part de marché allait encore augmenter. [...]

La crise actuelle ne donnera pas seulement aux dirigeants chinois des raisons de redoubler d'efforts. Il expose également à quel point il serait perturbateur de réaliser une autre de leurs ambitions : l'unification avec Taïwan..

Leo Kelion, Rédacteur de la BBC en technologie, Pénurie de micropuces : pourquoi il y a une crise des semi-conducteurs et comment elle peut vous affecter, BBC News – Afrique, 21/03/21

Cette super concentration et centralisation mondiale du capital s'étendant au-delà de celle bien connue des GAFAM, autres grands profiteurs de la pandémie avec l'industrie pharmaceutique qui ne donne pas sa place en termes de monopolisation mondiale, commence à neutraliser la compétition mondiale. L'inflation conjoncturelle due à la restructuration postpandémique risque d'en être transformée en inflation structurelle.

Le facteur chinois s'atténuant, l'apparente pénurie de main-d'œuvre annonce une lutte salariale

La menace inflationniste ne vient pas seulement du côté d'un gonflement de la demande et de sa restructuration postpandémique mais aussi de substantielles modifications du côté de l'offre. L'intégration dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au début du nouveau siècle de l'immense main-d'œuvre chinoise, et de celles de l'Asie du Sud-Est et du Sud, à des conditions de travail à la Charles Dickens avaient créé une concurrence féroce eu égard aux salaires des pays du vieil impérialisme. Avec une relative importante hausse des salaires en Chine due à la croissance économique et aux luttes syndicales internes, envenimée par les hausses tarifaires de la guerre commerciale Chine-ÉU affaiblissant les chaînes de valeur mondiales, ce facteur déflationniste s'amenuise. S'y ajoute l'intégration plus poussée des économies limitrophes dans l'orbite chinoise se recentrant tendanciellement sur son marché interne, et plus lointaine (Afrique. Amérique latine) pour les matières premières ce qui fait pression sur leurs prix.

L'étau de la compétition chinoise qui se dessert ouvre la porte à une résurgence des luttes salariales des syndicats accablés par des dizaines d'années de reculs. On en voit certains signes d'autant plus que la reprise postpandémique qui s'amorce met à jour d'apparentes pénuries de main-d'œuvre :

L'idée que les États-Unis souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre est en passe de devenir une sagesse conventionnelle. Mais avant d'accepter l'idée, cela vaut la peine de prendre quelques minutes pour y réfléchir. Une fois que vous l'aurez fait, vous vous rendrez peut-être compte que la pénurie de main-d'œuvre est plus un mythe qu'une réalité. [...]

L'un des rares moyens d'avoir une véritable pénurie de main-d'œuvre dans une économie capitaliste est que les travailleurs exigent des salaires si élevés que les entreprises ne peuvent pas rester à flot tout en payant ces salaires. Mais de nombreuses preuves suggèrent que l'économie américaine ne souffre pas de ce problème. Au contraire, les salaires d'aujourd'hui sont historiquement bas. Ils croissent lentement depuis des décennies pour tous les groupes de revenus autres que les riches. En proportion du produit intérieur brut, la rémunération des travailleurs est inférieure à tout autre moment de la seconde moitié du XX^e siècle. [...]

Tout aussi révélateur que les données sur les salaires est que la part d'Américains en âge de travailler qui travaillent a en fait diminué au cours des dernières décennies. [...] Les bénéfices des entreprises, en revanche, ont augmenté rapidement et représentent désormais une part plus importante de PIB que dans les décennies précédentes. En conséquence, la plupart des entreprises peuvent se permettre de répondre à une économie en croissance en augmentant les salaires et en continuant à faire des profits ... [...] Pourquoi les plaintes persistantes concernant une pénurie de main-d'œuvre, alors ?

Ils ne sont pas totalement erronés. D'une part, certains Américains semblent avoir temporairement abandonné la population active à cause de Covid-19. Certaines industries hautement qualifiées peuvent également souffrir d'un véritable manque de travailleurs qualifiés, et certaines petites entreprises peuvent ne pas être en mesure d'absorber des salaires plus élevés. Enfin, il y a un débat partisan animé sur la question de savoir si l'augmentation des prestations de chômage pendant la pandémie a poussé les travailleurs à se retirer du marché du travail. Pour le moment, une combinaison de ces forces - associée à un rebond de l'économie - a donné l'impression de pénuries de main-d'œuvre. Mais les entreprises ont un moyen simple de résoudre le problème : payer plus.

David Leonhardt, The baguette solution, *The Morning, New York Times*, 20/05/21

Il faut ici élargir la perspective. Les entreprises doivent certainement aussi payer plus d'impôt pour entre autres bonifier considérablement l'éducation et la formation, y compris celles permanentes, pour tenir compte de la sophistication changeante du marché du travail dont la relance postpandémique paraît être un saut qualitatif. Il n'est pas certain que l'administration Biden voudra se démarquer de la réaction républicaine pour qui la solution simpliste est d'affamer le monde du travail pour qu'il accepte n'importe quoi tout en se considérant comme des auto-entrepreneurs investissant à leur frais et en s'endettant dans leur propre formation. Et si le patronat se résigne à ces coûts supplémentaires ce ne sera certainement pas aux dépens de ses faramineux profits comme le dit le *New York Times* mais en refilant la facture à la consommation, l'autre facette du monde du travail, d'autant plus que la compétition asiatique deviendra moins forte et le nationalisme économique davantage.

On a constaté que les généreux discours de la présidence Biden pour les droits syndicaux, civils et immigrants sont une montagne accouchant d'une souris. On a vu aussi que c'est la dette plus que l'effort fiscal qui financera les six billions \$ des trois programmes de relance. Si le premier programme directement anti-pandémie a passé l'obstacle du Sénat, rien ne dit que les deux autres d'environ quatre billions \$ assurant respectivement les aspects infrastructure et social de la relance passeront la rampe : « Le 21 mai, la Maison-Blanche avait raboté 600 milliards de dollars à son plan d'infrastructures, le réduisant à 1700 milliards, pour tenter de rallier les sénateurs républicains. Déplorant alors de « grandes divergences », ces derniers ont travaillé à une contre-offre. "Nous avons aujourd'hui un plan de 928 milliards de dollars sur huit ans", a annoncé jeudi Shelley Moore Capito [la sénatrice républicaine menant les négociations] » (Agence France-Presse, Les républicains rehaussent leur plan d'infrastructures, *La Presse*, 27/05/21).

Si les discours ne sont pas les mêmes, les politiques étasunienne et québécoise réellement existantes à propos de l'immigration, de la population racisée et de l'austérité budgétaire sont les mêmes sur fond de stagnation démographique de vieillissement et de choc pandémique. Là comme ici les facteurs d'apparente rareté de la main-d'œuvre sont d'abord les bas salaires et mauvaises conditions de travail, et ensuite l'austérité gouvernementale et la pingrerie des entreprises pour les formations, puis le nationalisme identitaire pour ne pas dire le racisme face à l'immigration :

On compte près de 100 000 chômeurs de plus qu'en février 2020 au Québec. [...] « On a un bassin de 420 000 personnes qui peuvent travailler, disait [le ministre Fitzgibbon], et, de l'autre côté, on a une déficience de 148 000 personnes dans nos entreprises » [...] Il y a des freins à la formation des travailleurs, à leur mobilité entre les régions ou les secteurs. Il y a aussi des ordres professionnels qui ont une tonne d'exigences et qui rendent difficiles les solutions qu'on souhaiterait rapides [...] Cette « solution québécoise » exclut l'apport de nouveaux immigrants pour réduire la pression exercée par le manque de main-d'œuvre [...] Il est peu avantageux sur le plan économique, dans les circonstances, d'exclure l'immigration comme étant l'une des solutions à l'atténuation de la pénurie de main-d'œuvre. L'entêtement du gouvernement Legault, sur ce point, est contre-productif. [...]

« Dans un contexte de resserrement du marché du travail, de vieillissement de la population, d'accélération des transformations technologiques et de mobilisation pour lutter contre les changements climatiques, il est impératif de passer de l'obsession de la création d'emploi à l'obsession de la création de talents », selon Mia Homsy [PDG de l'Institut du Québec (IDQ)] [...] Selon l'étude de l'Institut du Québec, « près de la moitié des PME québécoises (44 %) n'utilisent pas les mesures actuelles d'aide à la formation » [...] Les secteurs d'activité économique où l'on participe le plus aux activités de formation sont ceux à la fine pointe de la technologie ainsi que l'industrie manufacturière hautement syndiquée. Ensuite, l'étude fait ressortir que « le salaire et les avantages sociaux sont les premiers leviers d'attraction, de rétention et de mobilité des travailleurs ». Or, les secteurs où les déficits de main-d'œuvre sont les plus importants sont ceux où les salaires sont généralement plus faibles. [...] Selon l'Institut du Québec, « une étude récente

évaluait à 15 millions de personnes la pénurie mondiale de ressources humaines en santé. Quant au recours à la main-d'œuvre étrangère temporaire en agriculture, il est généralisé dans les pays industrialisés. »

(Gérard Fillion, Les chômeurs pandémiques sont-ils la solution au déficit de main-d'œuvre ?, Radio-Canada, 19/05/21)

La pénurie apparente de main-d'œuvre semble induire une résistance sociale dans un contexte moins compétitif comme on l'a vu. Les statistiques étasuniennes d'arrêt de travail du dernier mois disponible (mars) indiquent peut-être un début de remontée des grèves importantes à plat depuis le début de la pandémie (US Bureau of Labor Statistics, Work Stoppages, consulté le 26/05/21) ce qui correspond à un retour du taux de croissance salariale pré-pandémie (Trading Economics, United States Wages and Salaries Growth, consulté le 26/05/21). Par comparaison avec un marché du travail avec les mêmes tendances, les deux principales grèves du moment au Québec, soit chez Olymel et ArcelorMittal, concernent les salaires et les pensions. Et pour celle latente du secteur public ce l'est aussi malgré l'entêtement austéritaire du gouvernement qui a quand même dû faire des concessions salariales aux personnel enseignant du primaire et secondaire même si c'est tout croche.

Mis en relief par la pandémie, le spectre de la hausse des prix alimentaires d'origine climatique

Résumons-nous. Côté demande, on constate une création monétaire à tout crin par l'électronique planche à billet des banques centrales alors que les valeurs du capital fictif sont à des zéniths ce qui sème le doute de la continuation prolongée de leur hausse. On constate surtout une restructuration de cette demande vers des secteurs se construisant en monopoles mondiaux. Côté offre, on voit des phénomènes à long terme de croissance des prix que sont l'atténuation du facteur des bas salaires chinois ce qui encourage une montée de revendication salariale induite par une apparente pénurie de main-d'œuvre. S'ajoute le facteur climatique en particulier pour la nourriture ce qui transforme l'eau en marchandise (Ulysse Bergeron, Toujours plus rare, l'eau cartonne à la bourse, *Le Devoir*, 23/04/21). De dire l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dans son dernier rapport : « Après des décennies de déclin, l'augmentation de l'insécurité alimentaire que l'on observe depuis 2014 est due aux conflits et au ralentissement économique ainsi qu'à la variabilité du climat et aux phénomènes météorologiques extrêmes. En 2019, près de 690 millions de personnes, soit 9 % de la population mondiale, étaient sous-alimentées et environ 750 millions de personnes, soit près de 10 %, étaient confrontées à de graves problèmes d'insécurité alimentaire. » Les prédictions de l'OMM sont à la hausse tant absolument que relativement :

[Graphe. OMM, State of the Global Climate 2020, Changement climatique en 2020 : des indicateurs et des effets de plus en plus alarmants, 19/04/21]

Bien que le manque de demande solvable de ces personnes damnées de la terre fait que la pression inflationniste de leurs souffrances en soit atténuée, la pression politique, surtout quand elle se traduit en mobilisation et en mouvement de population, en sera augmentée d'autant. Déjà la pitoyable gestion pandémique de grands pays comme l'Inde et le Brésil aggravent les pénuries alimentaires (Ruhi Basin, Mismanagement of the COVID-19 Crisis Increases Food Insecurity in India and Brazil, Globetrotter par Socialist Project, 22/05/21) ce que l'égoïsme impérialiste de la production et la distribution des vaccins risque de généraliser. Le problème de l'offre alimentaire s'étend aux pays impérialistes. « Les pertes de récoltes liées aux sécheresses en Europe ont triplé en 50 ans » (Agence France-Presse, La Presse, 1/04/21). Le sud des prairies canadiennes connaît ce

printemps une sécheresse record (Radio-Canada, Une « sécheresse extrême » menace une partie des Prairies, selon Agriculture Canada, 15/05/21) comme extension de celle de l'ouest étasunien :

« En 2000, l'ouest des États-Unis est entré au début de ce que les scientifiques appellent une mégasécheresse - la deuxième pire en 1 200 ans - déclenchée par une combinaison d'un cycle naturel de sécheresse et du changement climatique causé par l'homme. [...] Les scientifiques qui surveillent la sécheresse aux États-Unis (United States Drought Monitor) projettent d'ailleurs que 60 % des États de la côte ouest seront placés sous une sécheresse sévère, extrême ou exceptionnelle cet été également. » (Météo Média, Deuxième pire mégasécheresse en 1 200 ans aux États-Unis, 13/04/21)

La nouvelle donne pandémique élargit la zone de la rente foncière et se répercute sur les loyers

Il n'y a pas que l'augmentation des prix alimentaires qui pourraient causer une inflation structurelle. La pandémie pourrait modifier le marché immobilier résidentiel par l'effet d'un télétravail qui persisterait ce qui étend aux banlieues même lointaines les hausses spéculatives typiques propres au centre-ville. Cette tendance serait accélérée par des bas taux d'intérêt devenus un piège nécessaire à la stabilité économique à moins de vouloir provoquer l'équivalent de l'effondrement qui a inauguré l'ère néolibérale en 1979-1981 :

Les prix des maisons aux États-Unis ont augmenté de 11% en janvier, soit le rythme le plus rapide depuis 15 ans. [...] La même tendance prévaut dans une grande partie du monde riche. [...] En rupture avec le schéma de la dernière décennie, ce sont les prix dans les endroits moins peuplés, mais toujours commutables, plutôt que dans les centres-villes, qui augmentent le plus. Covid-19 semble avoir lancé une quête d'espace qui pourrait survivre à la pandémie. [...] Les taux d'intérêt sont extrêmement bas : en Amérique, les prêts hypothécaires à 30 ans sont 1,5 point de pourcentage en dessous de leur niveau de 2010. [...]

...l'attrait des endroits moins denses semble persister. Les conseils du gouvernement concernant le travail à domicile, là où il est en place, pourraient disparaître d'ici l'été, mais le travail à distance pourrait être là pour rester. Selon une enquête menée auprès de 20 000 employeurs dans le monde par Manpower, une société de recrutement, les deux cinquièmes des patrons prévoient de permettre à leurs employés de travailler à domicile au moins une partie du temps. Les gens pourraient être disposés à supporter des temps de trajet plus longs en échange de plus d'espace de vie ou de coûts de logement inférieurs, s'ils font moins souvent la navette. Les prix de l'immobilier en banlieue se rapprocheraient alors de ceux de la ville.

(The Economist, House prices in the rich world are booming, 8/04/21)

On constate l'effet sur l'urbanisme. On a beau se réjouir de la baisse anticipée du navettage, le télétravail exacerbe l'étalement urbain en accélérant l'envahissement des exurbs, déjà prévalant, qui amalgamant rural et urbain devient un défi climatique (Robert Steuteville, Exurbs rising—a challenge for climate policy, Public Square, 8/05/19). Cet étalement amplifie à un niveau supérieur le casse-tête de l'implantation du transport collectif dans les banlieues dont en plus les gens se méfient par suite de la pandémie. De beaux jours attendent les véhicules électriques privés lesquels avec les logements surdimensionnés relancent la consommation de masse.

Les trains, aériens ou au sol, captés par le capital financier à coups de tarification élevée en deviendront non pas une solution anti GES mais un catalyseur d'étalement. Le transport public et actif visera plus que jamais ces travailleuses et travailleurs essentiels des centre-ville et proches

banlieues, exclus du télétravail... et de la nouvelle consommation de masse du capitalisme vert laquelle apparaît, dans les pays du vieil impérialisme, comme ne devant pas être aussi générale, tant s'en faut, que celle des « trente glorieuses ». Locataires pour la plupart, leur loyer grimpe en fonction de la hausse du prix des immeubles qui ne ralentit pas même si elle est (temporairement) moindre que celle des banlieues, conséquence de la dynamique de la rente foncière se renforçant avec la continuelle urbanisation. (Le Canada, surtout hors Québec, est dans le top mondial de ces hausses, davantage qu'aux ÉU.)

Si momentanément la hausse des loyers aux ÉU retarde sur la hausse des prix de l'immobilier résidentiel, « [à] long terme, cependant, la théorie économique suggère que les loyers et les prix devraient évoluer en tandem (c'est-à-dire que le rapport des prix des logements aux loyers devrait être stable). Si les loyers rattrapent les prix, cela pourrait avoir un effet important. Ils représentent un cinquième du panier utilisé pour calculer l'inflation « de base » des dépenses de consommation personnelle qui exclut la nourriture et l'énergie, la jauge la plus surveillée par la Fed » (*The Economist*, What America's hot housing market means for consumer prices, 24/05/21). Il faut cependant distinguer le prix des propriétés du service de la dette en découlant, le facteur normalement pris en compte pour fixer les loyers, qui lui est atténué par les bas taux d'intérêt. À contrario, la transformation de la propriété immobilière résidentielle locative en capital spéculatif décourage la construction de logements populaires ce qui réduit leur taux de vacance et par là incite à hausser les loyers d'où les conséquences sociales désastreuses en termes de nombre de sans logis et de déséquilibre du budget des ménages.

Est-ce que ce sera la lente cuisson inflationniste ou la hausse brutale des taux d'intérêts ?

Si l'inflation du panier de consommation devait persister et, pire, progresser, on s'attendrait normalement à une réaction déflationniste de la banque centrale dont le noyau dur est la hausse des taux d'intérêt (et la fin que « quantitative easing ». Comme ces taux sont bas depuis un bon bout de temps, une telle politique ferait exploser à terme le service de la dette par une hausse même faible (ex. une hausse de 1 à 2% entraîne une hausse du service de la dette de 100%). C'est d'autant plus vrai que les niveaux d'endettement sont élevés. Les taux d'endettement des ménages vis-à-vis leur revenu disponible a certes décru depuis la grande récession à aujourd'hui (de 100% à 79%), contrairement à celui du Canada, tout en restant historiquement élevés, et dans une même proportion pour le service de la dette (de 13% à 9%). Au contraire, les taux d'endettement des entreprises non financières versus leur valeur nette historique, et non leur valeur nette au marché cachant la valeur spéculative qui s'effondrerait en cas de crise, a substantiellement augmenté (de 75% à 161%). C'est encore plus vrai pour le gouvernement fédéral étatsunien dont le taux d'endettement versus le PIB a énormément crû (de 64% à 129%) dans la même période.

Si l'échéancier des emprunts des entreprises et du gouvernement leur permet d'amortir le choc, et que Washington peut toujours continuer à financer sa dette par sa banque centrale sans trop craindre une perte de contrôle des taux d'intérêt étant donné le statut mondial du dollar, il n'en est pas de même pour les ménages, en particulier les plus modestes, qui ont recours aux hypothèques à taux variable immédiatement ajustables sans compter le crédit à court terme pour payer les dépenses de santé et souvent l'épicerie. Et il y a l'impact indirect sur les loyers. À moins que la tendance conservatrice républicaine, pas nécessairement conforme au populisme à la Trump cependant, adepte des taux d'intérêt élevé ne s'impose, la tentation sera forte de tolérer une probable élévation prolongée du taux d'inflation et de taux d'intérêt réel (corrigés du taux d'inflation) près de zéro. Une telle stratégie réduirait l'endettement des corporations et du gouvernement en termes de dollars réels tout en gardant bas leur service de la dette. Au

revers de la médaille diminuerait le rendement des épargnes des classes moyennes, moins bien protégées de l'inflation, et aussi des fonds de pension du prolétariat en majorité composés de placements sans risque à modestes taux d'intérêt nominal.

Voilà une autre façon qui s'ajouterait à l'austérité induite par le remboursement de la dette publique, et aussi de celle hypothécaire, de faire payer la crise au peuple travailleur et même aux classes moyennes épargnantes. Le capital financier prendrait le peuple ainsi en étau entre paiement sur les emprunts publics, hypothécaires et de consommation courante et rendement des épargnes populaires. On ne peut toutefois exclure l'arme traditionnelle de la hausse des taux d'intérêt pour cette fois non pas casser les hausses salariales issues des « trente glorieuses » mais pour casser le début du commencement d'une riposte salariale. Le taux d'intérêt sur 10 ans des certificats du trésor a certes repris du poil de la bête depuis le creux de la crise pandémique en revenant au taux de 2019, soit une hausse d'un point de pourcentage, mais ce taux reste bas tant conjoncturellement qu'historiquement.

Marc Bonhomme, 29 mai 2021

www.marcbonhomme.com ; bonmarc videotron.ca

P.-S.

- Pour les liens internes et les illustrations, voir sur le site de Marc Bonhomme : <http://www.marcbonhomme.com/>